

**FAITS MARQUANTS DU FPHN-2:  
LUNDI, 7 JUILLET 2014**

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a entamé son segment de haut niveau au cours de cette deuxième semaine. La session d'ouverture a été suivie d'un dialogue politique de haut niveau sur les « Politiques macroéconomiques de soutien au programme de développement pour l'après-2015 », et de dialogues ministériels sur: « Un programme universel de politiques intégrées pour mettre en œuvre Rio+20 et atteindre l'avenir que nous voulons »; et « Tisser les réalités et priorités régionales dans le programme de développement pour l'après-2015 ».

**OUVERTURE DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE L'ECOSOC ET OUVERTURE DU SEGMENT MINISTÉRIEL DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU**

L'Ambassadeur Martin Sajdik (Autriche), Président de l'ECOSOC, a officiellement ouvert le segment ministériel de haut niveau. Il a souligné le besoin: d'achever les affaires en cours des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); d'aborder la pauvreté et les inégalités persistantes, ainsi que les modèles de Consommation et de production durables (CPD); d'aborder la bonne gouvernance, la règle de droit et la décentralisation pour construire la résilience; et de renforcer les systèmes de vérification et de transparence.

Le Secrétaire général des Nations Unies (SGNU) Ban Ki-moon a appelé à établir un cadre solide pour succéder aux OMD et pour traiter les questions qui n'étaient pas couvertes par ceux-ci, en soulignant les connexions entre le développement, la paix, la sécurité et la règle de droit, ainsi que le besoin de résoudre les inégalités. Annonçant le lancement du nouveau Rapport 2014 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, Ban a dit que celui-ci indique que de nombreuses cibles clés ont été atteintes, mais que les réussites ont été inégales entre et dans les pays, les régions et les groupes de population. Il a informé les délégués que son Rapport de synthèse pour l'après-2015 esquissera une vision élargie du programme de développement pour l'après-2015, sous l'influence des nombreux processus concernant la période post-2015.

L'Ambassadeur John Ashe (Antigua et Barbuda), Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a salué le FPHN en tant qu'espace crédible où les parties prenantes peuvent travailler au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Il a appelé le Forum à être concis de façon à être en mesure d'aborder les questions émergentes.

Esther Agbarakwe, de la Youth Climate Coalition, Nigeria, a souligné le rôle de la jeunesse dans la production de solutions innovantes et son rôle à venir dans la mise en œuvre des ODD.

**DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU: « POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES DE SOUTIEN AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 »**

Sajdik a présenté le panel en notant que, si les politiques macroéconomiques concertées doivent continuer à mettre l'accent sur la récupération, d'autres actions sont à la disposition

des pays pour atteindre les OMD, comme la réduction du risque de crises financières récurrentes et l'assurance de ressources suffisantes.

Le Modérateur Wu Hongbo, Sous-secrétaire général de la Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a posé trois questions aux intervenants: quelles seraient les principales caractéristiques d'un cadre macroéconomique large, cohérent et intégré, apte à soutenir les trois dimensions du développement durable; comment assurer la stabilité économique et financière à l'aide de politiques macroéconomiques propices à une croissance économique solide et inclusive; et quels sont les défis qui se posent aux institutions du commerce, du développement et financières dans la coordination des politiques du programme post-2015.

Faisant observer que la globalisation financière ne peut pas être la seule base d'une économie mondiale durable, Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a proposé: de se focaliser sur l'économie réelle et non sur des cibles intermédiaires telles que la l'inflation; d'œuvre à rééquilibrer la croissance en mettant un accent plus marqué sur la demande nationale; et entamer un dialogue inclusif sur la réglementation des institutions financières.

Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a souligné: les inégalités dans l'accès aux services environnementaux; l'importance de comptabiliser le capital naturel et la CPD; et les opportunités sociales et économiques générées par les solutions environnementales, telles que la création d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables.

Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du travail, a souligné l'importance, entre autres: d'aborder les besoins des chômeurs; de la durabilité sociale, y compris le rôle du travail du point de vue de l'estime de soi et des paliers de protection sociale; de la durabilité environnementale; et de concevoir des paquets politiques appropriés pour réduire la pauvreté et les inégalités.

Min Zhu, Directeur adjoint du Fond monétaire international (FMI), a recommandé: de diversifier le commerce; de renforcer la résilience à travers les positions et la transformation structurelle des réserves fiscales et étrangères; de renforcer les stratégies d'investissement et de gestion des dettes; et de soutenir une croissance inclusive.

Réaffirmant l'importance du système de commerce multilatéral pour la réalisation des objectifs post-2015, Yonov Frederick Agah, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a appelé à renforcer les capacités technologiques, techniques et d'entrepreneuriat, et à rendre les marchandises moins chères et plus largement disponibles.

Appelant à investir dans des données de bonne qualité pour surveiller les progrès, Mahmoud Mohieldin, Envoyé spécial de la Banque mondiale sur les OMD, le processus post-2015 et le développement financier, a réitéré l'engagement de la Banque pour mettre fin à l'extrême pauvreté, promouvoir une prospérité partagée et soutenir les partenariats avec les parties prenantes.

Au cours de la discussion, l'AFRIQUE DU SUD a estimé que les pays développés doivent être prudents lorsqu'ils appliquent des politiques économiques qui affectent la croissance économique dans les pays en développement. Le SOUDAN a mis en exergue les restrictions aux migrations de travailleurs dans le monde. Le Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE a plaidé pour une réforme des taxes écologiques pour aller vers

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente au FPHN-2 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>

<http://enb.iisd.mobi/>

une taxation de la dégradation des ressources et de la pollution. Kituyi a soutenu une internalisation des retombées négatives des politiques économiques.

Steiner a fait observer le rôle des environnements propices pour attirer des capitaux. Ryder a appelé à une approche migratoire fondée sur les droits dans le programme post-2015. Zhu a appelé à une plus grande coordination des politiques monétaires pour réduire les effets de débordement. Mohieldin a souligné l'importance du développement financier national pour atteindre les ODD.

En conclusion, Wu a souligné le besoin d'apprendre des crises financières passées et d'incorporer les inégalités dans le cadre macroéconomique.

### **DIALOGUE MINISTÉRIEL: « UN PROGRAMME UNIVERSEL DE POLITIQUES INTEGRÉES POUR METTRE EN ŒUVRE RIO+20 ET ATTEINDRE L'AVENIR QUE NOUS VOULONS »**

Sajdik a ouvert le dialogue en demandant aux délégués d'envisager la façon dont les processus post-2015 peuvent élaborer des éléments cohérents et intégrés pour assurer la mise en œuvre et l'universalité.

Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a modéré le dialogue. Faisant observer que la perte de biodiversité et le changement climatique menacent les avancées en termes de développement, elle a estimé que le programme post-2015 doit affronter les défis émergents et refléter les aspirations partagées des populations et des pays tout en respectant les différences entre pays.

Janez Potočnik, Commissaire européen à l'environnement, a souligné l'importance de la CPD pour un programme transformateur. Il a estimé que le partenariat mondial devrait se focaliser sur la création d'environnements politiques propices et cohérents; la mobilisation de toutes les ressources disponibles, y compris la finance privée; et un cadre de responsabilisation solide.

Nana Oye Lithur, Ministre au genre, à l'enfance et à la protection sociale du Ghana, a mis en exergue, entre autres: un mécanisme de coordination efficace et effectif; l'investissement dans le développement social; et l'inclusion de la société civile, de la jeunesse, du secteur privé, et des femmes dans le processus de planification.

Yoon Seong Kyu, Ministre de l'environnement de la République de Corée, a mis en avant l'éradication de la pauvreté, le renforcement de la résilience des écosystèmes et une égalité de genre plus effective, comme composantes des ODD. Il a instamment demandé une différenciation et une individualisation des approches nationales, et une gouvernance transparente, efficace et responsable.

Silvia Velo, Sous-secrétaire à l'environnement, les terres et la mer de l'Italie, a noté que les défis interconnectés qui se posent au monde demandent une culture novatrice de gouvernance fondée sur la cohérence politique, l'inclusion et la responsabilité. Elle a appelé à de nouvelles façons de comprendre et de mesurer les progrès, au-delà du PIB.

Le dialogue comprenait quatre intervenants principaux. Palouki Massina, Ministre et Secrétaire général du gouvernement du Togo, a appelé à établir une étape de 3 à 5 ans pour permettre aux pays en situations particulières de renforcer leurs capacités, avant de mettre en œuvre un programme universel de développement. Federico Ramos de Armas, Vice-Ministre de l'environnement de l'Espagne, a appelé à des objectifs mondiaux communs assortis d'objectifs nationaux différenciés; à envisager ensemble la pauvreté et le développement durable, et à se focaliser sur la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et la démocratie; et à mobiliser des financements autres que l'APD. L'Ambassadeur Liu Jieyi (Chine) a signalé le rôle de suivi et d'intégration du FPHN. Martin Chungong, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, a plaidé pour un contrat social qui conduise au développement pour tous, et à un objectif dédié à la gouvernance démocratique.

Au cours de la discussion, l'AUTRICHE a estimé que la gouvernance démocratique et la règle de droit devraient être l'épine dorsale du programme post-2015 et a salué l'approche multipartite, notamment l'inclusion des parlementaires. L'AFRIQUE DU SUD a attiré l'attention sur les moyens de mise en œuvre.

Potočnik a souligné qu'il faut établir un climat de confiance. Lithur a avancé comme priorité le renforcement des politiques qui satisfont les besoins des personnes et préservent l'environnement. Seong Kyu a expliqué que la philosophie « pas de laissés pour compte » suppose d'aborder les besoins des groupes vulnérables, à savoir les petits Etats insulaires en développement et les Pays les moins avancés dans le présent, et la jeunesse dans le futur. Velo a souligné l'universalité, l'intégration et la différenciation.

En conclusion, Clark a souligné l'importance des partenariats mondiaux pour mettre en œuvre les ODD.

### **DIALOGUE MINISTÉRIEL: « TISSER LES REALITES ET PRIORITES REGIONALES DANS LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT POUR L'APRES-2015 »**

L'Ambassadeur Oh Joon (République de Corée), Vice-Président de l'ECOSOC, a ouvert le dialogue en notant qu'il est essentiel de comprendre les perspectives, entraves et solutions régionales pour atteindre le développement durable.

Juan Somavía, Conseiller spécial du SGNU à la coordination des politiques interrégionales, a encadré la discussion par deux questions: quels sont les points communs et les priorités entre les diverses régions et comment assurer leur mise en œuvre; et comment les ODD et le programme de développement pour l'après-2015 affecteront-ils les politiques et les tendances.

Olga Marta Sánchez Oviedo, Ministre de la planification nationale et de la politique économique du Costa Rica, a souligné des inégalités accrues et une vulnérabilité croissante au changement climatique, ainsi que le besoin d'une nouvelle alliance mondiale pour atteindre un développement durable.

Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, a identifié les priorités régionales pour compléter les objectifs universels, comme les dynamiques démographiques et les catastrophes naturelles; le rôle des commissions régionales; et l'importance de la planification à long terme et de la coordination des politiques, ainsi que celle du secteur privé.

Marcin Korolec, Envoyé spécial de la Pologne sur le changement climatique, a plaidé, entre autres, pour aborder la CPD de façon parallèle avec le Cadre décennal de programmation, et pour engager les dirigeants des villes à affronter le changement climatique.

Anthony Mothae Maruping, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine, a décrit l'alignement entre la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015; le Programme 2063 pour l'Afrique; et le processus de ODD.

Le dialogue comprenant quatre intervenants principaux. Sihakak Phuangketkeow, Secrétaire permanent aux affaires étrangères de la Thaïlande, a appelé à combler la lacune de développement dans la région Asie-Pacifique en améliorant la coopération au développement, et en augmentant les moyens de mise en œuvre. Shahidul Haque, Secrétaire aux affaires étrangères du Bangladesh, a proposé une organisation régionale hybride pour gérer la mise en œuvre des ODD, et mettant l'accent sur la connectivité pour libérer la coopération régionale, et pour renforcer la paix, la stabilité et le progrès régional. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Haut représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, a noté l'urgence d'aborder les inégalités et la paix et la sécurité.

Gigi Francisco, Grand groupe des FEMMES, a appelé: à affronter les défis systémiques tels que les déséquilibres commerciaux; à rendre contraignante la responsabilité corporative pour partager les risques et les profits des partenariats public-privé; et à mettre en œuvre les engagements relatifs aux droits des femmes.

La FEDERATION DE RUSSIE a souligné son engagement envers les initiatives régionales et recommandé l'octroi d'un rôle central aux commissions régionales dans le cadre du programme post-2015. Le Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE a soutenu l'intégration des préoccupations régionales dans l'agenda mondial, même si cela conduit à un plus grand nombre de cibles.

Dans les déclarations de clôture, Akhtar a souligné l'importance d'intégrer les perspectives régionales dans les dialogues de New York. Korolec a indiqué que l'efficacité énergétique, les nouvelles technologies et l'investissement dans les énergies renouvelables peuvent permettre d'atteindre les objectifs de réduction des émissions. Maruping a appelé à combattre les flux financiers illicites. Notant la nature asymétrique du développement, Oviedo a recommandé de renforcer les institutions, d'élargir les relations démocratiques entre les Etats et les citoyens, et de combattre la corruption.

En conclusion, le modérateur Somavía a souligné « l'immense capacité [des Nations Unies] installée » au niveau régional.

### **DANS LES COULOIRS**

Le pouvoir de rassemblement du FPHN a été salué comme un signe de son potentiel en tant qu'intégrateur ou chef d'orchestre des trois dimensions du développement durable. Les participants n'étaient pourtant pas impressionnés outre-mesure par le niveau de représentation envoyé du pilier économique à l'ouverture du segment de haut niveau de la FPHN-2. Ils ont signalé que, alors que les organisations environnementales et sociales ont envoyé leurs directeurs, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale ont envoyé des adjoints. Un commentaire fait par le représentant de l'OMC lors de son discours, disant que le développement durable ne peut pas être atteint alors que la croissance économique est reléguée au deuxième plan par rapport aux questions sociales et environnementales, a été perçu comme un indicateur du fait que, si tous les piliers sont égaux, il y en a de plus égaux que d'autres.